

LA REFORME HABY : QUELLE ECOLE POUR LA BOUR- GEOISIE EN CRISE ?

La façon déjà dont a été préparée et connue cette réforme, suffit à la rendre suspecte : le ministre a traîné pour rendre public le texte préparatoire, s'est contenté de déclarations générales à la presse, rectifiant son projet au fur et à mesure des réactions : ainsi, l'idée de nommer des aides-éducatrices dans les écoles maternelles, qui revenait à transformer la pré-élémentaire en garderie, a-t-elle été abandonnée. De même l'examen initialement prévu en fin de 5ème, n'apparaît plus dans le texte désormais connu.

Sur d'autres questions, le flou du projet rend possibles plusieurs interprétations, et en cas de critique, Haby aura beau jeu de donner celle qui lui sera la plus favorable et tenter de renforcer sa façade libérale. Cela en dit long : la bourgeoisie louvoie, car elle craint par dessus tout la riposte des élèves de CET et des lycéens. C'est en fonction de leurs réactions qu'elle entend manœuvrer, ralentir ou accélérer le processus qu'elle a mise en route.

dans la droite ligne de son prédécesseur

Mais quand au fond, il apparaît clairement que l'actuel ministre n'a rien inventé : ni les classes de soutien, ni la liquidation plus ou moins déguisée des CET, ni le bac en deux parties, ni le système des options, qui était contenu à des degrés divers dans le projet Fontanet.

Celui-ci n'a été jeté au panier que pour faire croire que les revendications des élèves en lutte ont été satisfaites.

Il n'en est rien, mieux : c'est avec plus de logique et de suite dans les idées que le plan d'aujourd'hui ordonne ses propositions, étudie les échéances et les possibilités de leur mise en application. On pouvait faire à Fontanet le reproche de ne prendre que des demi-mesures, une fois de plus transitoires. Haby, en présentant un projet complet, englobant toutes les étapes de la scolarité, espère limiter les critiques.

ministre d'une école de crise politique

La bourgeoisie et son ministre se fixent les buts suivants :
— formuler une idéologie nouvelle pour l'école ; la faillite du mythe de la démocratisation de l'enseignement qui correspond, à l'intérieur de l'école, à la faillite du modèle de consommation pour l'ensemble de la société, implique qu'on inculque aux jeunes une nouvelle façon de voir les choses et de les accepter, identique quant à son fond à l'ancienne, mais mieux adaptée à la situation actuelle de l'impérialisme, au développement de la lutte de classe.

— adapter la structure scolaire aux difficultés économiques dont les jeunes subissent massivement les effets par le biais du chômage et de la déqualification.

— mettre au pas la jeunesse : empêcher que ses luttes ne rejoignent celles de la classe ouvrière.

A une époque où sur tous les plans, l'impérialisme français navigue à vue, coincé qu'il se trouve au milieu de multiples pressions (celles des pays et peuples du Tiers-Monde, celles des deux super-puissances et celle du prolétariat en France), il ne peut proposer à son école de grand idéal, de grandes perspectives. Tout au plus peut-il faire une institution qui pare au coup par coup et qui diffuse le pessimisme de la bourgeoisie.

En fait, une telle réforme ne peut rien résoudre : la crise de l'école capitaliste est due avant tout à la perception qu'ont les jeunes, mêmes coupés de la vie, de l'évolution de la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre l'impérialisme et les peuples dominés.